



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23134
11 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Roumanie,
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
et Union des Républiques socialistes soviétiques :
projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 687 (1991) du 3 avril 1991 et 707 (1991) du 15 août 1991 et ses autres résolutions sur la question,

Rappelant en particulier qu'aux termes de la résolution 687 (1991), le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique étaient priés d'élaborer des plans de contrôle et de vérification continus et de les soumettre à l'approbation du Conseil de sécurité,

Prenant acte du rapport et de la note du Secrétaire général 1/ par lesquels celui-ci communique au Conseil les plans présentés par le Secrétaire général et par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Agissant en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Approuve, conformément aux dispositions des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et de la présente résolution, les plans soumis par le Secrétaire général et par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique 1/;

2. Décide que la Commission spéciale sera chargée d'exécuter le plan soumis par le Secrétaire général 2/, tout en continuant de s'acquitter des autres responsabilités que lui confèrent les résolutions 687 (1991), 699 (1991) et 707 (1991) et en exerçant les autres fonctions qui lui sont confiées par la présente résolution;

1/ S/22871/Rev.1 et S/22872/Rev.1 et Corr.1.

2/ S/22871/Rev.1.

3. Prie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique d'assurer, avec l'assistance et la coopération de la Commission spéciale, l'exécution du plan présenté par lui 3/ et de continuer de s'acquitter des autres responsabilités que lui confèrent les résolutions 687 (1991), 699 (1991) et 707 (1991);

4. Décide que la Commission spéciale, dans l'exercice des responsabilités qui sont les siennes en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de sécurité :

a) Demeurera chargée de désigner les nouveaux emplacements devant faire l'objet d'inspections et de survols;

b) Continuera de faire bénéficier de son assistance et de sa coopération le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique en lui fournissant d'un commun accord les connaissances spécialisées et les services logistiques, les informations et les autres formes d'appui opérationnel dont il pourrait avoir besoin pour l'exécution du plan présenté par lui;

c) Exercera, en coopération avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine nucléaire, les autres fonctions qui pourraient être nécessaires à la coordination des activités au titre des plans approuvés par la présente résolution, notamment en tirant parti dans toute la mesure du possible des services et de l'information couramment disponibles afin d'atteindre à l'efficacité maximum et d'utiliser au mieux les ressources;

5. Exige que l'Iraq remplisse inconditionnellement toutes les obligations qui lui incombent au titre des plans approuvés par la présente résolution et coopère pleinement avec la Commission spéciale et avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux fins de l'exécution des plans;

6. Décide d'encourager tous les Etats Membres à fournir le maximum d'assistance en espèces et en nature afin d'aider la Commission spéciale et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à mener à bien leurs activités au titre des plans approuvés par la présente résolution, sans préjudice de l'obligation qui incombe à l'Iraq de défrayer intégralement le coût de ces activités;

7. Prie le Comité créé par la résolution 661 (1990), la Commission spéciale et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de collaborer à la mise au point d'un mécanisme qui permette de contrôler à l'avenir toute vente ou fourniture à l'Iraq par d'autres pays d'articles relevant de l'application de la section C de la résolution 687 (1991) et d'autres résolutions pertinentes, y compris la présente résolution et les plans approuvés au titre de celle-ci;

8. Prie le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de lui présenter des rapports sur l'exécution des plans approuvés par la présente résolution lorsqu'il leur en fera la demande et, en tout état de cause, au moins tous les six mois après l'adoption de la présente résolution;

9. Décide de demeurer saisi de la question.

